

# Rima Hassan : « Le gouvernement français piétine le droit international »

Rentrée jeudi d'Israël dont elle a été expulsée après l'arrestation de la flottille pour Gaza, l'eurodéputée insoumise détaille à Mediapart les menaces et humiliations reçues en détention. Elle appelle la France à « tout faire » pour libérer les deux militants et le journaliste toujours retenus.

[Mathieu Magnaudeix](#)

14 juin 2025 à 19h39

Dans le café du XVIII<sup>e</sup> arrondissement de Paris où Mediapart l'a rencontrée samedi 14 juin, Rima Hassan ne passe pas inaperçue. « *Merci !* », lui lancent plusieurs client·es. Une avocate la salue, propose de l'aide au cas où. Jeudi 12 juin, l'eurodéputée La France insoumise (LFI) a été accueillie sous les vivats de la place de la République, où se tenait une manifestation parisienne pour la Palestine.

Comme neuf autres activistes, dont la militante du climat Greta Thunberg, Rima Hassan a été expulsée d'Israël après l'interpellation, par l'armée israélienne, de la flottille contre le blocus de Gaza, sur laquelle avaient embarqué douze membres [le 1<sup>er</sup> juin](#). Trois d'entre eux, le Néerlandais Marco Van Rennes et les Français Pascal Mauriéras et Yanis Mhamdi, journaliste à Blast, sont toujours emprisonnés à la prison de Givon, près de l'aéroport de Tel-Aviv.

Dans un entretien à Mediapart, l'eurodéputée française, qui a grandi dans un camp de réfugié·es palestinien·es, raconte [l'arrestation nocturne](#) de l'équipage dans les eaux internationales. Elle détaille les menaces reçues lors de sa détention et évoque [l'élan de mobilisation](#) initiée par cette action collective de désobéissance civile. Elle revient aussi sur l'attention médiatique autour de ses propos et de sa personne. « *Je ne suis ni une icône ni un monstre* », assure-t-elle.



Rima Hassan à Paris, le 14 juin 2024. © Photo Yann Castanier pour Mediapart

## **Mediapart : La première question est simple, comment allez-vous ?**

**Rima Hassan :** Je ne suis pas encore totalement remise. À la fois sur la dimension vraiment collective, militante, et du point de vue intime. Nous savions les risques que nous prenions. Dans le passé, des flottilles avaient atteint Gaza, d'autres avaient été interceptées comme la nôtre, avec derrière jusqu'à dix jours de prison. En 2010, il y a eu dix morts. Nous étions préparés aux différents scénarios.

**La flottille a enclenché une grande mobilisation mondiale pour la Palestine, avec des manifestations en France, mais aussi une marche pour Gaza partie du Caire vendredi. Évoquons déjà la situation actuelle, [ces frappes massives d'Israël](#) contre l'Iran qui ont fait soixante-dix-huit morts, et la riposte de Téhéran qui a fait trois morts à Tel-Aviv. Une nouvelle escalade...**

C'est toujours la même logique : Israël est dans une guerre quasi totale sur le plan régional avec des attaques contre la Syrie, contre le Liban, contre l'Iran, contre le peuple palestinien en Cisjordanie ou à Gaza. On assiste à une dérive absolue du régime de Nétanyahou. Pourtant, le seul moment où on a pu ramener le régime iranien à la table de négociation, où on a pu le contraindre, c'était par la voie diplomatique.

**Benjamin Nétanyahou dit ce samedi qu'« Israël va débarrasser le monde de la menace nucléaire iranienne ».**

Il se passe tout l'inverse. Depuis le retrait unilatéral en 2018 des États-Unis de l'accord sur le nucléaire iranien signé trois ans plus tôt, l'Iran a eu une réponse plus agressive sur le plan international et s'est enfermé dans sa volonté de poursuivre le développement de son arme nucléaire.

On est totalement dans l'escalade. On n'obtiendra rien du régime iranien avec ce procédé-là.

**Emmanuel Macron a regretté les attaques et la suspension des négociations en cours, tout en se félicitant de la destruction de capacités nucléaires iraniennes. Il a aussi assuré que la France pourrait participer si nécessaire à la défense d'Israël. Qu'en pensez-vous ?**

Avec ce soutien, la France tend à s'allier avec un régime qui a ouvert les hostilités. La question du nucléaire ne peut pas être traitée par le régime israélien à lui seul. Israël n'est pas le seul État menacé par le développement de l'arme nucléaire iranienne, les pays arabes s'en inquiètent aussi. C'est donc une question à poser avec des interlocuteurs et des observateurs internationaux, des agences dont c'est le rôle. La position de la France qui consiste à soutenir un régime israélien dont on connaît par ailleurs la dérive est extrêmement problématique.

**Qu'aurait dû faire Emmanuel Macron ?**

Tout en condamnant l'état des lieux de l'arsenal nucléaire iranien qui pose effectivement des problèmes, il aurait pu convoquer une conférence, insister sur la nécessité de discuter avec les différents interlocuteurs ou d'un nouvel accord. La France peut s'allier à Israël et d'autres interlocuteurs pour contraindre le régime iranien à revenir sur le développement de son arme

nucléaire. Là, on est totalement dans l'escalade. On n'obtiendra rien du régime iranien avec ce procédé-là.

**Revenons sur la nuit du dimanche 8 au lundi 9 juin, où le bateau humanitaire sur laquelle vous naviguiez a été intercepté par l'armée israélienne. Cette nuit-là, vous savez que quelque chose peut se passer...**

Le jour même, les autorités israéliennes nous avaient demandé de faire demi-tour. On l'a appris par les médias, nous n'étions pas en contact avec eux. Il n'était pas question pour nous d'obéir puisque l'objectif de notre mission, c'était de défier la politique d'occupation, de colonisation, et le génocide à Gaza. Donc on a fait savoir qu'on allait poursuivre notre mission.

La presse israélienne avait donné le détail des unités mobilisées, de l'heure possible de l'intervention. Peu après minuit, première alerte : nous voyons cinq lumières qui nous entourent à une distance lointaine. Nous nous sommes assis et avons attendu. Quarante minutes plus tard, les premiers drones sont arrivés.

Cette nuit-là, j'ai eu peur que les drones attaquent.

Ça a commencé par des jets de peinture blanche qui ont inondé le bateau, pour nous repérer, nous marquer et nous empêcher de circuler : ensuite, c'était très difficile de tenir sur nos deux jambes sur le pont. Nous trébuchions, nous tombions. Regardez, j'ai encore les chaussures *[effectivement sales – ndlr]* que j'avais sur le bateau.

**Le médecin Baptiste André qui était avec vous a parlé de dix bateaux, dont un de 40 mètres et de quatre-vingts soldats.**

Oui. Il y a eu les drones, puis deux zodiacs sur chaque côté. Les soldats sont montés en pointant leurs armes sur nous, avec la petite lumière rouge... Yanis Mhamdi, le journaliste de Blast, en a fait tomber sa caméra. On a toutes et tous dû lever les mains.

**Vous jetez aussi les téléphones dans l'eau sur instruction des soldats...**

Nous avons les consignes de sécurité en tête : pas de provocation, pas de confrontation, répondre aux questions, etc. Nous avons mis nos mains en évidence.

**Est-ce que vous vous êtes dit : nous pouvons mourir ?**

Oui, bien sûr. Surtout au moment de l'attaque des drones : la flottille précédente a été attaquée par drone au milieu de la nuit, le navire avait pris feu. Quatre ou cinq drones volaient autour de nous. Et c'est difficile de distinguer si ce sont des drones d'attaque ou de surveillance. Nous avons eu peur que ce soit des drones d'attaques : notre petit navire aurait coulé. J'ai davantage eu peur de cette attaque éventuelle des drones que de la présence des soldats à bord.



Une partie de l'équipage du Madleen et Rima Hassan sur la place de la République, à Paris, le 14 juin 2025. © Photo Augustin Pasquini / Hans Lucas via AFP

**Les soldats sont à bord, vous n'arrivez dans le port d'Ashdod que le lendemain soir : vous restez une vingtaine d'heures sur le bateau. Baptiste André a raconté qu'il fallait parfois trois heures pour avoir un bout de pain, que Greta Thunberg a été privée de sommeil. Vous confirmez ?**

Oui. On a été contraints de rester sur le pont toute la nuit. Il y a eu quelques images d'ailleurs, filmées par le ministère des affaires étrangères...

**Des images filmées sous la contrainte, dit Baptiste André ?**

Totalement. Ils nous encerclaient. Un soldat avait une caméra, sa mission était de filmer l'opération.

**Avec des armes pointées sur vous ?**

Oui. Et puis le reste du temps, ce n'était pas le cas : pendant qu'on essayait de dormir les uns sur les autres, les soldats se relayaient et dormaient dans nos cabines. Ils avaient investi nos lieux de vie.

**La journée suivante, vous la passez dans le navire.**

Oui, dans le petit salon en bas. Il faisait très chaud. On demandait à sortir un à un, quelques minutes. Ça nous a été refusé. Nous étions censés arriver beaucoup plus tôt dans le port d'Ashdod, avant la nuit. Mais une partie de la gauche israélienne, notamment le bloc radical de Tel-Aviv qui s'est beaucoup mobilisé pour nous, y compris plus tard devant la prison, nous attendait, ainsi que la presse internationale qui voulait des images de l'arrivée du bateau. Alors ils nous ont retenus sciemment jusqu'à la nuit pour nous débarquer et éviter la presse. On a fait des tours, c'était insupportable : on avait tous le mal de mer.

À propos des menaces, j'en ai eu plusieurs.

**En détention, vous et d'autres refusez de signer un document qui exige que vous reconnaissiez que le bateau était entré illégalement dans les eaux israéliennes. Omar Faiad, journaliste d'Al Jazeera qui était avec vous sur la flottille, dit que vous avez été menacée en ces termes : « *Je vais t'écraser la tête contre le mur si tu ne signes pas. Et nous gérerons ça à notre manière.* » Vous confirmez ?**

Oui. À notre arrivée, le consul de France à Tel-Aviv, qui, et je tiens à le dire, a été très présent et attentif, s'est entretenu avec nous quelques minutes. Nous avons été mis dans une salle. Nous sommes passés un à un face à des autorités israéliennes, a priori des policiers, mais qui n'avaient pas d'uniforme. Ils nous ont demandé de signer ce document en nous disant : « *Vous voulez partir rapidement ?* »

À propos des menaces, j'en ai eu plusieurs. Celle que vous évoquez, lorsque j'ai refusé de signer le document. En parlant de moi, un autre policier a aussi dit en Turc à Suayb Ordu qui était avec nous sur le bateau : « *Si ça ne tenait qu'à moi, je la tuerais.* » Et quand j'ai refusé de donner mes empreintes, un troisième m'a menacé avec son poing [*elle mime le geste, en portant son poing près de la joue – ndlr*]. Il m'a dit : « *Je peux te contraindre.* » Je lui ai dit : « *Vous voulez me frapper ? Allez-y.* » Il était hors de question pour moi de baisser les yeux.

Dans la prison, il y avait quelque chose autour de moi en tant que Palestinienne. Je sentais une hostilité, par les mots, le ton, une surenchère de propos humiliants. Par exemple, j'ai écrit « *Free Palestine* » dans ma cellule. Je n'étais pas la seule, mais celle qu'ils ont embarquée, c'est moi.

Le directeur de la prison m'a menacé de faire sept jours à l'isolement. Je lui ai demandé pourquoi j'étais la seule concernée. Il m'a fait un signe qui voulait dire : « *C'est comme ça, c'est toi.* » On m'a baladée dans les couloirs avec les menottes aux poignets et aux pieds. À l'isolement, j'ai demandé un verre d'eau. Un des policiers est venu me voir, il m'a dit : « *La Palestine n'existe pas hein ?* » J'ai répondu : « *Bien sûr qu'elle existe.* » Il a dit : « *Domage.* » Il est reparti avec un sourire. Je n'ai eu le verre d'eau qu'une heure et demie après.



Rima Hassan à Paris, le 14 juin 2024. © Photo Yann Castanier pour Mediapart

**Le marin Pascal Mauri ras, le journaliste de Blast Yanis Mhamdi et le militant néerlandais Marco Van Rennes sont à cette heure toujours en prison, à cause de l'interruption des vols depuis Isra el. Il est à ce stade impossible de dire quand ils pourront rentrer. Que demandez-vous les concernant au gouvernement français ?**

Il doit tout faire pour leur libération. De ce que je sais, il y a encore des négociations. L'urgence absolue, c'est leurs conditions de détention. Nous avons seulement vingt minutes de promenade par jour. Pascal a des médicaments à prendre, il a besoin d'un suivi médical. Yanis, [dans la lettre qu'il a pu faire passer](#), parle de punaises : j'ai vu le bras, le ventre, le dos de certains d'entre nous remplis de piqûres de punaises.

Ils doivent pouvoir changer de cellule, avoir des livres, de quoi écrire. Dix rapporteurs spéciaux des Nations unies ont demandé aux différents pays d'intervenir pour garantir un passage sûr pour la flottille. Le ministère des affaires étrangères n'a jamais répondu.

**Le ministre des affaires étrangères Jean-Noël Barrot a évoqué la « vacuité d'une opération de com » et en particulier les « gesticulations de Madame Hassan ». Comme le premier ministre François Bayrou, il a parlé d'une « instrumentalisation ». Votre réaction ?**

C'est une honte. Nous sommes douze citoyens à avoir risqué notre vie dans une action militante qui se voulait symbolique, éminemment politique et qui était une réponse à leur vide politique à eux. Cette action contre le blocus à Gaza, elle existe depuis 2011, elle réunit vingt-deux ONG, elle est soutenue par les rapporteurs spéciaux de l'ONU, sans parler de Greenpeace, d'Amnesty International.  a dépassait très largement le soutien politique de La

France insoumise à la cause palestinienne. J'ai même eu le soutien de Ségolène Royal [*sourires*]. Donc oui, c'est une honte, parce que cette posture permet de camoufler leur inaction, voire leur complicité.

**Emmanuel Macron répète que ce qui se passe à Gaza est « *inacceptable* ».**

Mais tout le monde dit que c'est inacceptable ! La question c'est : qu'est-ce qu'on fait pour mettre un terme à ce blocus ? Ce qui compte, c'est le droit international. La population palestinienne est en droit de recevoir de l'aide humanitaire : ça n'a à aucun moment été rappelé par les autorités françaises. L'interception d'un bateau dans les eaux internationales est une violation du droit international : ça n'a jamais été rappelé par la parole politique de la France. Les eaux territoriales contrôlées par Israël au large de Gaza sont des eaux palestiniennes : là encore, ça n'a jamais été rappelé par la France. C'est parfaitement scandaleux.

La posture du gouvernement français permet de camoufler son inaction, voire sa complicité.

La posture du gouvernement français qui, nous concernant, consiste à dire « *on les a prévenus* », ce n'est pas une réponse face à l'impunité dont bénéficie l'État d'Israël. Notre action visait justement à dénoncer cette impunité, à démontrer le caractère inacceptable de ce blocus.

On a laissé Nétanyahou piétiner l'espace aérien à deux reprises, on a inventé une immunité qui n'existe pas dans le statut de Rome, on a continué les collaborations militaires – révélées par le média *Disclose*, et désormais portées [devant la justice](#) par la Ligue des droits de l'homme – alors que la simple ordonnance de la Cour internationale de justice suffisait comme base légale pour les arrêter. Le gouvernement français piétine le droit international. Cela m'enrage.

À lire aussi

[Gaza : Monsieur le président, votre honte](#)

16 mai 2025

[Comment la flottille pour Gaza a réveillé la société](#)

10 juin 2025

**Vous parlez de complicité de la France...**

Bien sûr qu'il y a une complicité. 30 % des armes qui arrivent dans les mains du régime israélien proviennent de pays européens. Le risque à poursuivre cette politique, c'est de devoir rendre des comptes sur le plan de la complicité du crime de génocide. Nous ne sommes pas en dictature. En démocratie, on est censé se référer à cette boussole du droit international, et selon la Constitution, le chef de l'État est le garant des engagements internationaux de la France. C'est aussi ce que souhaite l'opinion, qui aujourd'hui est complètement opposée à la politique que mène Emmanuel Macron.

**Israël a dénoncé votre « *yacht à selfies* » et plusieurs éditorialistes, dans les colonnes de *Franc-Tireur*, sur certaines radios ou chaînes d'infos ont repris à leur compte cette comparaison, [en évoquant](#) un « *cirque* », un « *spectacle* », ou le « *Festival de Cannes* ». Que répondez-vous ?**

*[Soupirs].* On censure les voix pro-palestiniennes. La mienne et les autres. Et ce n'est pas nouveau. Et d'ailleurs, ce ne sont pas forcément les journalistes qui bloquent cette parole. Plutôt leurs directions.

**Le retentissement médiatique autour de votre navire a relancé la mobilisation, en France, en Europe et dans le monde. En ce moment même, une marche pour Gaza, d'ailleurs réprimée par l'Égypte, s'est élancée du Caire. Assistons-nous à une bascule ?**

Des gens se sont identifiés à celles et ceux qui étaient à bord de ce navire, par ailleurs engagés dans d'autres causes. Et oui, je pense qu'il y a une bascule. Cette action contre le blocus a remis au cœur de l'attention la question de la protection des droits humains. Parce que c'était très concret. Vous avez un bateau, douze civils qui veulent apporter de l'aide humanitaire et sont littéralement kidnappés dans les eaux internationales *[des membres de la flottille partagent cette expression, [d'autres non](#) – nldr]*. Ça dépasse la simple dénonciation politique.

**Vous avez affirmé que les prochaines flottilles étaient prêtes à partir.**

Bien sûr. Elles sont là depuis 2011. Il y a une urgence, face à la famine et au génocide.

**Ces derniers jours, on entend des voix qui expriment le soutien à votre action collective tout en rappelant qu'elles n'ont pas forcément approuvé toutes vos positions dans le passé *[tout en condamnant les attaques du 7-October, Rima Hassan avait par exemple évoqué l'« action légitime du Hamas du point de vue international », une référence à plusieurs résolutions de l'Assemblée générale de l'ONU – nldr]*. [Vous avez affirmé](#) « vivre très mal » le fait d'avoir pu être soupçonnée d'antisémitisme en raison de propos sur la dimension coloniale du sionisme ou d'Israël. Puisque vous souhaitez que cette mobilisation pour la Palestine s'élargisse, que dites-vous à ces gens qui n'ont pas toujours partagé vos positions ?**

Je ne leur demande pas de m'aimer, je ne leur demande pas non plus de me détester. Je n'ai envie ni d'être une icône ni d'être un monstre. Je leur demande de m'oublier et d'embrasser une voix de la France à laquelle je suis attachée, en défense de ce droit international, au sein d'un camp plus large qui dépasse les étiquettes politiques et les provenances. Par exemple, je me retrouve sur cette question dans le même camp [que Dominique de Villepin](#) alors que nous sommes très différents du point de vue politique.

À certains moments de notre histoire, nous avons su être des non-alignés, vis-à-vis des États-Unis, d'Israël ou des régimes autoritaires dans le monde arabe et ailleurs. Nous avons su remettre la vie humaine au centre de notre politique étrangère. Je leur demande donc de rester attachés à cette France-là.

Je ne veux pas qu'on fasse de moi une pseudo icône. Je ne suis pas à la hauteur de ça.

Cette France, je la défends à ma manière. On aime ou on n'aime pas, c'est un autre sujet. Avant mon engagement politique à La France insoumise, j'étais invitée sur des plateaux en tant que juriste, c'était plus consensuel. J'ai conscience que l'étiquette de La France insoumise a rajouté une couche : femme, racisée, issue de l'immigration, palestinienne, et en plus La France insoumise. Je ne suis pas dupe. J'ai conscience de tout ce qui se joue.

Mais je ne veux pas qu'on fasse de moi une pseudo icône, parce que je ne suis pas à la hauteur de ça. Je veux garder le droit à l'erreur, mes imperfections, mes coups de gueule, mes fautes politiques et humaines. Je suis très gênée par la glorification des individus. L'admiration, c'est un piège. C'est quelque chose que j'ai subi aussi, je ne l'ai pas particulièrement entretenue.

Je fais ma part. Je ne ferai pas carrière dans la politique. J'ai eu un travail avant, j'ai une vie très lambda, je suis très attachée à cette banalité. Je veux continuer à vivre, à me balader à Paris en écoutant ma musique sans me demander en permanence ce que l'on pense de moi, de ce qu'on a fait de moi. Sans penser à la peur ou à l'admiration que je peux susciter.

[Mathieu Magnaudeix](#)